

# LIONEL ZINSOU

Président, PAI Partners

## Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Et je voudrais achever, *last but not least*, ce tour de table avec Monsieur Lionel Zinsou. Monsieur Zinsou, vous êtes à la tête d'un des plus grands fonds d'investissement européens, le PAI. Vous vous plaisez d'ailleurs à dire que même si vous n'êtes pas directement investisseur dans les sociétés africaines. Les sociétés européennes dans lesquelles vous avez investi sont parmi les très gros employeurs du continent africain, ce sont des chiffres souvent impressionnants. Et vous avez récemment participé avec Tidjane Thiam et moi-même à ce groupe de travail commandité par le gouvernement français sur le partenariat économique franco-africain. Et de façon encore plus intéressante, vous êtes chargé de préfigurer une fondation franco-africaine qui serait consacrée à ce partenariat. Et du coup on se demande quel est le type de suggestion que vous pourriez avoir pour cette fondation. Peut-être pourriez-vous le partager avec ce public ? Et comment voyez-vous cette fondation participer à la réduction de ce *gap* de perception, mais aussi à l'amélioration des pratiques de gouvernance peut-être ? Puisque le *gap* de perception est beaucoup lié aux pratiques de gouvernance, dont Mo Ibrahim nous a rappelé tout à l'heure qu'elles étaient le point sur lequel l'Afrique n'avait pas réussi à "performer", contrairement aux autres, dans ces dernières années.

## Lionel Zinsou, président, PAI Partners

Monsieur le Président, merci. Je vais être original, je vais parler en français. Les circonstances doivent être très solennelles puisque tu me vouvoies.

## Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

C'est pour faire croire que l'on est neutres !

## Lionel Zinsou, président, PAI Partners

C'est pour ça que tout le monde a parlé en anglais !

Mesdames et Messieurs, bonjour. Il faut qu'on fasse un peu de publicité pour cette fondation. Le président de la République française a en effet suivi les recommandations de Messieurs Védrine, Severino, Thiam, El-Karoui et Zinsou, qui étaient d'animer une sorte de réseau d'initiatives à travers un instrument qui ne soit pas souverain, mais qui soit plutôt privé, donc une fondation public-privé en tout cas pour d'une part mieux faire connaître l'Afrique et la croissance africaine, une fonction *d'advocacy* qui est quand même importante pour la réduction des erreurs de perception, et d'autre part pour mieux faire se connaître les jeunes talents des deux continents Europe et Afrique, qu'ils se forment les uns par les autres, par l'expérience des uns et des autres, de façon à mettre en place un réseau de communication entre entreprises. Avec cette idée que, pour progresser sur les idées de gouvernance et progresser sur les sujets de développement, il faut sortir simplement de la confrontation des acteurs souverains.

Au fond, les États, cela a été dit brillamment par Tidjane, font ce qu'ils peuvent. Mais il y a des forces nouvelles qui sont probablement plus créatives, en tout cas qu'on n'a pas suffisamment sollicitées, qui viennent parfois des collectivités territoriales décentralisées. Elles sont invitées à la table parce qu'elles sont parfois plus efficaces étant plus proches du contrôle citoyen. Il y a le mouvement associatif et les fondations qui peuvent jouer un rôle très important, et qui sont aussi bien endogènes, les associations, les fondations africaines, que des fondations extérieures à l'Afrique, et qui doivent aussi être autour de la table. Au fond, la chose peut-être la plus importante qui s'est passée dans les dix dernières années, c'est qu'on ait transformé pour 30 millions de personnes infectées par le virus VIH-Sida une maladie mortelle en une maladie chronique. Et ça s'est fait en grande partie grâce au mouvement associatif, à la fondation Gates, avec le relais des États évidemment : la contribution américaine et la contribution française sont les deux principales contributions. Et ensuite, dans l'exécution au jour le jour, c'est vécu à travers le mouvement associatif.

Et puis il y a les entreprises qui, dans beaucoup de cas, en savent beaucoup plus sur les solutions réelles que les États et qui peuvent le plus efficacement pallier ce problème de perception.

Récemment - pour ceux qui ne le savent pas, je suis citoyen français et béninois - l'ambassadeur béninois en France me disait : " Comment convaincre les entreprises de venir investir au Bénin ? Il y a une grande conférence sur l'investissement au Bénin avec les bailleurs de fonds. Comment les convainc-t-on ?" On va leur soumettre des projets de l'État. Bon, maintenant je dirais : « Non ». Tidjane Thiam a dit que ce n'était vraiment pas comme ça qu'on allait faire ". Mais je lui ai répondu : " Sinon, vous invitez les dix entreprises qui, au Bénin aujourd'hui, emploient des milliers de salariés avec un taux de rendement qui, comme partout en Afrique, est un des taux de rendement les plus élevés du monde." Vous avez vu récemment l'étude des Nations unies sur le taux de rendement du capital. Il est en Afrique plus élevé que sur tous les autres continents. C'est-à-dire que l'erreur de perception, ce n'est pas de penser que l'Afrique est en-dessous de la moyenne, c'est de ne pas savoir que l'Afrique est au-dessus de la moyenne. Eh bien, la seule façon de faire, c'est d'aligner un brasseur avec un opérateur de téléphone, avec un opérateur de travaux publics, avec un cimentier, les gens qui représentent les vrais services, la vraie industrie, avec Kenya Airways qui se pose à Cotonou, comme le Président vient de nous le rappeler, et de montrer les exemples de l'Afrique qui fonctionnent. Donc si la fondation sert à quelque chose, c'est à rassembler ces acteurs nouveaux. Au fond, ce sont des coalitions d'acteurs qui vont être essentielles.

Maintenant, sur la gouvernance, il ne faut pas non plus qu'on se plaigne en disant : " Tout va très bien, mais la gouvernance va encore assez mal ". D'ailleurs, comme tu le disais Jean-Michel, il y a de plus en plus de pauvres, il y a de plus en plus d'inégalités. Il faut dire comment on va s'y attaquer. Surtout à la World Policy Conference, il faut qu'on soit un peu en avance. C'est la sixième année où on a une session africaine. Pendant les cinq premières, on a dit : "L'Afrique va beaucoup mieux que ce vous croyiez". Pendant les trois premières, les gens souriaient. Alors ils étaient gentils et polis parce qu'il y avait Monsieur Wade, il y avait Monsieur Odinga. Mais enfin, l'un dans l'autre, les gens souriaient, ils étaient intrigués. Et maintenant je crois que les gens ont commencé à admettre qu'il y avait une croissance forte en Afrique et un *gap* de perception. Maintenant, allons plus loin. On a réussi à éviter la plupart des problèmes de gouvernance de la croissance. Parce que 5 % de croissance pendant dix-sept ans, ça crée de la surchauffe, c'est très difficile à gouverner. On n'a pas d'inflation. Au moment où on a eu le début d'une forte croissance au Brésil, il y avait 2000 % d'inflation. En Afrique, il y a moins de 5 % d'inflation. On a gouverné la croissance sans déficit commercial. L'Afrique est le seul continent qui équilibre ses échanges commerciaux avec la Chine. La Chine est en excédent commercial. On a gouverné la croissance sans problème de paiement courant. Aujourd'hui, nous avons une Afrique financée. Nous avons des flux d'entrées de capitaux très importants. Hier, on parlait de certains problèmes en Turquie, en l'Inde. Il est difficile d'avoir une forte croissance et pas de problèmes de paiements courants. Nous n'avons pas de problèmes de paiements courants.

Rappelez-vous, hier et avant-hier il y avait une dichotomie dans les débats sur le thème : il y a les pays émergents qui ont un bon *balance seat* parce qu'ils n'ont pas de problèmes de paiements courants, et puis les autres qui vont avoir des ennuis de devises, etc. Il y a des problèmes sérieux de déficit. Nous n'avons pas, comme continent, de déficit de paiements courants. Il y a, pour un continent qui fait 1 200 milliards de PIB, au taux de change courant 500 milliards de réserves de change. Ça veut dire un excédent durable de la balance des paiements courants. Donc, il ne faut pas exagérer sur les problèmes de gouvernance économique. Vous savez que, les lois de finances, quand vous les agrégez toutes au niveau du continent (tout ça ce sont des données publiques de la BAD et de nos perspectives économiques, et de l'OCDE) nous avons une exécution des lois de finances de l'ensemble des continents qui indique un déficit inférieur à 3 %, avec évidemment des pays en déficit et des pays en surplus. Nous avons évité toutes les maladies infantiles de la croissance forte. Par conséquent, sur la gouvernance, il faut donner acte d'une gouvernance économique assez remarquable.

Maintenant, on a les problèmes d'aujourd'hui. On a des problèmes de destruction de notre jeunesse, alors que notre continent est le plus jeune. On ne sait pas résoudre le problème de l'extrême pauvreté, mais pas en statistiques : aujourd'hui dans mon pays, comme dans le pays de Tidiane, les deux tiers des habitants vivent au-dessus du seuil de pauvreté. Mais aujourd'hui, dans mon pays, il y a un tiers d'exclus, ils sont trois millions. A l'indépendance, il y avait deux millions d'habitants. La croissance démographique a donc créé un nombre d'exclus très importants, quand bien même, statistiquement, la pauvreté s'était effondrée. Il faut régler ce problème-là. Et il faut bien voir que nous sommes

à un stade de développement qui crée une difficulté pour faire entrer les jeunes dans l'emploi, et pour réduire le nombre des pauvres, ce qui revient aussi à distribuer du revenu à travers l'emploi.

Nous avons un problème : notre croissance, c'est la croissance la moins inclusive en emploi dans le monde entier. Pourquoi ? Parce que nous avons besoin d'investir dans ce qui est le plus gourmand en capital, qui s'appelle l'agriculture, l'énergie, l'eau, et certaines infrastructures qui produisent énormément d'externalités positives, mais qui ont un modèle économique dans lequel il faut, sans provoquer de revenus, dépenser beaucoup en capital. Pour chaque milliard qu'on investit en Afrique, par rapport à l'Europe, on crée cinq fois moins d'emplois. Il faut cesser de dire : " L'Afrique se gouverne mal et elle a un problème avec ses jeunes ". Les jeunes, on en voit partout. On sort dans la rue, on est assailli par la jeunesse. On n'est pas plus aveugles que les autres. On sait parfaitement qu'on a un problème, mais ce n'est pas un problème d'éducation. Le Sénégal dépense 40 % de son budget pour l'éducation. Dépenserait-il 80 % que ça n'amènerait pas les jeunes à l'emploi. C'est un problème de capital. Et la réponse, elle n'est pas d'améliorer l'éducation et la formation professionnelle. Ça ce sont des évidences, ce sont des truismes. On n'a pas besoin d'avoir des truismes de gouvernances, on a besoin de chercher des solutions de gouvernance. Notre seule réponse, c'est d'avoir des investissements qui permettent de générer un contenu en emploi élevé. Ça s'appelle l'industrie manufacturière et les services. On a besoin d'avoir des marchés. La réponse, c'est d'avoir des marchés pertinents. Le Bénin, 7 milliards, la Côte-d'Ivoire, 25 milliards de PIB, ça ne le fera pas. La CEDEAO, Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, 400 milliards de dollars de PIB, 300 millions d'habitants, ça le fera. C'est une union douanière, il faut lui donner des structures monétaires. Bon, évidemment que la réponse à l'emploi ce n'est pas de les éduquer. On les éduque, on sait le faire. Non. C'est d'avoir une réponse en capital, en nature, pour notre croissance économique.

Quant à l'extrême pauvreté, il faut développer des instruments. Jean-Michel, à l'AFD, y a travaillé, et je crois que c'est un des sujets du rapport qu'on a développé, qui permettent d'avoir des externalités positives. Quand on fait un projet, il ne s'agit pas simplement de faire une autoroute à péage, il s'agit de faire une autoroute à péage avec des retombées positives pour les populations desservies. Il existe des techniques de financement, c'est maintenant qu'il faut s'y mettre. Il existe notamment ces fameuses techniques de financement qui prennent en compte l'impact. « Je vous fixe un objectif pour votre financement qui est de viabilité économique, qui est un financement d'une activité économique, et un objectif social ». « Plus j'atteins l'objectif social, moins je vous rembourse, puisque mon objectif c'est d'atteindre ces retombées positives ». Et il y a, dans le monde, des gens qui sont prêts à acheter ces externalités positives. Le problème c'est que lorsque vous faites une route dans une province où il n'y a rien, cette route ne trouvera jamais de justification économique ; mais elle trouvera une justification sociale considérable. La question c'est d'internaliser ça dans le calcul économique. Il y a des gens qui sont prêts à acheter les externalités : ce sont des fondations, des associations, des ONG, des bailleurs de fonds, des gouvernements. Nous avons les moyens, ce sont les *impact bonds*, et l'ensemble de cette finance qui prend en compte l'ensemble de cette croissance inclusive.

C'est ça l'âge de la gouvernance en Afrique. Il faut qu'on cesse de nous dire : « Éduquez vos enfants ». On les éduque. Moi j'ai une fille dans la salle, elle est éduquée, de même que les enfants de Tidjane, n'est-ce pas ? Cessez de dire : " Éduquez vos enfants ". On sait éduquer nos enfants. Cessez de dire : " Nourrir les pauvres ". Tout le monde sait nourrir les pauvres. Là n'est pas la question. C'est trouver des moyens de gouvernance moderne, d'une croissance inclusive, ils existent techniquement. Trouvons les moyens d'une croissance qui fasse rentrer les jeunes, c'est du contenu en emploi. Il y a une chose importante pour réduire le *gap*. Longtemps nous avons été regardés en Afrique avec un œil de condescendance ou de compassion. Je crois que c'est maintenant derrière nous, je crois que les esprits européens sont largement décolonisés aussi, et donc on nous regarde aussi presque comme des êtres humains normaux.

Maintenant, il ne s'agit pas que des pays dont la gouvernance n'est pas si admirable nous donnent des leçons de gouvernance du passé. Notre problème c'est : inventons ensemble des instruments efficaces pour nos problèmes. Nos problèmes sont identifiés, les instruments commencent à apparaître, c'est là qu'on a besoin d'imagination. Merci.

#### **Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)**

Merci Lionel d'avoir fait l'éloge de l'impact *investment*, pour ça tu mérites que je recommence de te tutoyer en public. Je me contenterai de dire, après ce plaidoyer très brillant, que le passage de la condescendance à la concupiscence



qui agite les marchés financiers au sujet de l'Afrique, peut avoir aussi ses perversités auxquelles il faut que nous soyons attentifs.